



Plan d'Action pour une prospective locale, dirigée et gérée par les organisations paysannes

Préparé lors du 3^{ème} Atelier d'Echange en Prospective avec des représentants
d'organisations paysannes et des membres de la Plateforme de Prospective

Montpellier, 6 Juin 2014



Au cours du 3ème atelier d'échange de prospective, qui s'est tenu à Montpellier, les 4-5 juin 2014, des représentants des organisations d'agriculteurs, d'ONG et des membres de la plate-forme de prospective se sont réunis et ont discuté de la mise en œuvre de l'Initiative de Prospective Locale soutenue par le GFAR. Le but de la session était de produire des avancées concrètes dans le processus de mise en œuvre de cette initiative tel que proposé par les organisations paysannes et les ONG lors de la GCARD2 (voir le document d'appui en annexe).

Le présent document intègre les résultats de l'atelier dans un plan d'action en trois questions clés: Objectifs et principes, Champ d'application/méthodes et calendrier, et Gouvernance.

I. Objectifs et principes

Les objectifs de l'Initiative de Prospective Locale, convenus par les représentants des organisations paysannes et soutenus par tous les autres participants sont les suivants:

1. Permettre l'autonomisation et le renforcement des capacités dans l'utilisation de la prospective pour l'auto-détermination de leur propre futur
2. Produire un plan d'action au niveau local, incluant les dimensions de recherche et développement et de mise en œuvre pratique
3. Créer des liens entre les différentes catégories d'acteurs socio-économiques aux niveaux local, national et international
4. Influencer les politiques, programmes et institutions de recherche, structures de gouvernance et de financement.

Les participants ont convenu des principes directeurs de l'initiative et de sa mise en œuvre, comme indiqué ci-dessous. Ces principes seront utilisés pour déterminer qui s'engage dans l'initiative (voir le chapitre sur la gouvernance III ci-dessous). Ces principes dérivent des nombreuses observations et suggestions formulées lors des sessions de réflexion collective.

1. **Inclusion.** Donner une voix aux sans-voix est un principe de base de l'initiative; penser aux jeunes, aux femmes, aux travailleurs agricoles, paysans sans terre, aux groupes vulnérables, aux populations autochtones (pensez même aux propriétaires qui parfois ne parlent pas)
2. **Ouverture.** Inclure aussi d'autres parties prenantes et pas seulement les agriculteurs (la filière et les industries, les consommateurs, les systèmes alimentaires, villes approvisionnement alimentaire, ...). Une approche méthodologique spécifique est nécessaire dans chaque situation, afin de s'assurer que toutes les parties prenantes pouvant apporter des points de vue différents et des informations pertinentes dans le processus de prospective n'empêchent les "sans-voix" de s'exprimer.
3. **Documentation.** Documenter les choix méthodologiques afin d'assurer la comparabilité des cas locaux (qui a participé, qui était présent de fait, les variables examinées, etc.)
4. **Une approche ascendante.** Développer une perspective ascendante afin d'atteindre l'Objectif 3 liant les couches et les réseaux d'acteurs socio-économiques à différentes échelles.
5. **Opérationnalisation de scénarios.** Lier les scénarios à des actions concrètes. Cela comprend, par exemple, la diffusion de scénarios et un plan d'action approprié sur la base d'une analyse stratégique des scénarios comme indiqué dans l'Objectif 2.
6. **Apprentissage mutuel.** Offrir des possibilités aux spécialistes de la prospective de la sécurité alimentaire mondiale travaillant avec les organisations paysannes pour reconsidérer leurs visions, leurs cadrages et leurs méthodes après avoir participé au projet.

7. **Spécificité du contexte.** Tenir compte des spécificités culturelles et des systèmes de croyance dans la conception du développement des capacités de prospective et s'assurer que les agriculteurs et les organisations paysannes sont sensibilisés non seulement à la prospective comme une méthode ponctuelle, mais aussi comme un état d'esprit, une attitude (penser en termes de changements possibles, de scénarios, et pas seulement en termes de stabilité ou de poursuite des tendances). Cela pourra nécessiter de montrer qu'une attitude prospective peut être complémentaire (et non opposée) aux systèmes de croyance des gens et la façon dont ils traitent l'avenir.

II. Champ d'application, méthode, calendrier

Le **champ d'application** (thème) de chaque initiative locale ne sera pas trop spécifique car il doit être lié à d'autres initiatives dans toutes les régions. L'accent est mis sur l'avenir des exploitations familiales dans une perspective à long terme (20 ans) permettant la réflexion stratégique à mi-parcours (10 ans) et la mise en œuvre à court terme (5 ans).

Les **méthodes** utilisées seront participatives, souples et inclusives des femmes et des jeunes comme l'expriment les objectifs et les principes. Elles seront mises en œuvre par des formations locales permettant de capturer une diversité de points de vue et les divergences par un dialogue constructif. La sélection d'une méthode commune pour tous les cas ou des méthodes différentes dans chaque cas sera prise par le comité ad hoc de gouvernance (voir le chapitre ci-dessous) avec le soutien des membres de la plate-forme. La sélection des cas sera un processus progressif à partir de cas pilotes et sera progressivement élargie pour atteindre un objectif de 20 cas, dont au moins 10 seront finalisés au moment de la rencontre finale de la GCARD3 prévue pour Décembre 2015

Le **calendrier** de mise en œuvre a été fixé comme suit:

- Juin-Septembre 2014: Etablissement du groupe de gouvernance, identification des premiers cas (5) et accord sur la méthodologie avec l'appui de la plate-forme de prospective; préparation de LoA pour la mise en œuvre.
- Septembre-Décembre 2014: Au moins cinq cas pilotes en action
- Janvier-Mars 2015: Au moins 5 cas pilotes additionnels en action. Une session intermédiaire de partage des résultats en mars.
- Mars-Septembre (2015): 10 cas pilotes additionnels en action. Au moins cinq cas terminés. En septembre une session préparatoire de la GCARD 3 pour rassembler les cas dans un cadre cohérent pour la GCARD3.
- Décembre 2015: GCARD 3, présentation et la discussion des résultats engageant un dialogue sur l'avenir de l'agriculture familiale avec au moins 10 cas traités.
- Il est également entendu qu'un processus d'auto-évaluation sera mis en place et que l'initiative ne s'arrêtera pas à l'événement GCARD3, mais sera un processus continu porté par des organisations paysannes de plus en plus pro-actives et porteuses de réflexions prospectives.

III. Gouvernance

Quatre principales fonctions de gouvernance ont été identifiées et approuvées comme suit:

- Faciliter l'application des principes convenus dans la sélection et la mise en œuvre des cas

- Mobiliser des ressources supplémentaires afin d'assurer la bonne application des études de cas et des activités à à différentes échelles
- Décider de la façon d'utiliser les résultats à différentes échelles
- Contrôler et évaluer le processus à partir de principes de restitution et d'un cadre commun permettant toutefois une certaine liberté.

A cet effet, un système de gouvernance ad hoc a été créé consistant en un groupe de volontaires enthousiastes, des «champions» dévoués ayant exprimé leur intérêt pour cette initiative. Il s'agit d'un petit groupe de gens du secteur des organisations paysannes (groupe de gouvernance). La constitution de ce groupe n'a pas à tenir compte d'une répartition géographique prédéterminée par région ; le groupe devra se construire sur l'énergie existante et s'étendre si nécessaire. Il s'agit d'«un groupe efficace et leader capable d'exercer les fonctions mentionnées ci-dessus. Certains des participants de l'atelier ont été impliqués depuis la GCARD2 dans ce processus et ont exprimé leur intérêt et montré leur engagement. En conséquence, Ester Penunia de l'AFA, Fernando Lopez de COPROFAM et Elizabeth Atangana de PROPAC se sont portés volontaires pour intégrer ce groupe. Ce groupe de gouvernance fera également le lien avec d'autres organisations d'agriculteurs, basé sur l'expression d'intérêts précédemment reçues par le Secrétariat du GFAR. Parmi eux, Stephen Muchiri de EAFF, Ibrahim Coulibaly de la CNOP, Mali, Annick Sezibera du Burundi ont déjà exprimé leur intérêt et leur engagement. Au cours de l'atelier Salima Marzouki de l'UNTAP, Tunisie, a également exprimé son intérêt.

Ce groupe sera soutenu par un groupe de volontaires également enthousiastes, des «champions» dévoués du secteur des ONG, de la plate-forme de prospective et du Secrétariat du GFAR, ayant exprimé leur intérêt pour cette initiative. Parmi ceux qui ont suivi et soutenu cette initiative dès son origine, ont exprimé leur volonté d'intégrer le groupe de soutien: Sonali Bisht de INHERE, Sébastien Treyer de l'Iddri, Robin Bourgeois du Secrétariat du GFAR. En outre, Hans Herren du Millennium Institute a proposé d'explorer les liens possibles avec ses activités actuelles afin d'obtenir des fonds supplémentaires pour cette initiative.

La gouvernance des initiatives locales sera décidée sur place avec le soutien du groupe de gouvernance.

Le suivi et l'évaluation seront assurés par la coordination étroite entre le groupe de gouvernance et le Secrétariat du GFAR par le biais de LoA.

IV. Prochaines étapes

Engager une consultation de tous les membres de la plate-forme sur leur offre pour développer les capacités locales pour l'élaboration de scénarios par les organisations de producteurs selon les objectifs et les principes indiqués ci-dessus. Cette offre sera ensuite soumise au groupe de gouvernance pour prise de décision. Date limite fin Août 2014.

Suivi du calendrier et du travail décidé par le groupe de gouvernance en liaison avec le groupe de soutien.



Annexe I. Participants de la session sur la prospective locale



Bayuni Shantiko
Socio Economist
CIFOR, CGIAR
Indonesia
b.shantiko@cgiar.org



Cristina Sette
Knowledge Sharing and Learning
Specialist
ILAC, Bioversity International
Italy
c.sette@cgiar.org



Elisabeth Atangana
President
of the
National
Dialogue of

Peasant Organisations (CNOP-
CAM), Cameroun

propac_cm@yahoo.fr;
cnopcameroun@yahoo.fr



Esther Penunia
General Secretary
Asian Farmers' Association
afaesther@asianfarmers.org



Fernando López
COPROFAM.
Uruguay
felopezcnfr@yahoo.com



Gina Castillo
Agriculture Program Strategist
Oxfam America
gcastillo@oxfamamerica.org



Hans Rudolf Herren
Leader at
Joint
Millennium
Institute

and Biovision Foundation Rio+20 ag
and food system initiative

hansherren@icloud.com

Hisham Zehni
Strategic Planning Officer
IFAD
h.zehni@ifad.org



Hugo Valin
International
Institute for
Applied Systems
Analysis – IIASA
Austria

valin@iiasa.ac.at



Jasper van Vliet
Professor
VU University Amsterdam
jasper.van.vliet@vu.nl



Javier Ekboir
Coordinator of
the
Institutional
Learning and
Change
Initiative
(ILAC)

Bioversity International
Italy

J.Ekboir@cgiar.org



John Dixon
Research Program Manager/Senior
Advisor, Cropping Systems and
Economics Program
Australian Centre for International
Agricultural Research (ACIAR)
john.dixon@aciar.gov.au



**Jorge Chavez-
Tafur**
PROLINNOVA
Netherlands
[j.chavez.tafur@
gmail.com](mailto:j.chavez.tafur@gmail.com)



Joost Vervoort
Scenarios Officer
University of Oxford
United Kingdom
joost.vervoort@eci.ox.ac.uk



**Katindi Sivi-
Njonjo**
Indepednent
Consultant
LongView
Consult
Kenya

katindis@gmail.com

Lamis Chalak
The Libanese University
Lebanon
lamis.chalak@gmail.com

Mathilde Douillet

Fondation pour L'Agriculture et la Ruralite dans le Monde
Paris, France
mathilde.douillet@foundation-farm.org



Nie Fengying
Director of International Information Division
Chinese Academy of

Agricultural Sciences (CAAS)
niefengying@caas.cn

Maria Elena V. Rebagay

AFA
afalany@asian-farmers.org



Olivier Mora
Project Manager in Foresight
National Institute for Agricultural Research (INRA)
France
Olivier.Mora@paris.inra.fr



Oluwabunmi (Bunmi) Ajilore
Agriculturist (Soil Scientist)
Soon to join - CIAT/CCAFS, as a visiting

researcher.
bunmi.ajilore@yahoo.co.uk



Pierre Campagne
Associate Professor
International Centre for Advanced Mediterranean Agronomic Studies (CIHEAM)
France
campagnepierre@wanadoo.fr



Robin Bourgeois
Senior Foresight and Development Policies Expert
Global Forum on Agricultural

Research – GFAR
Italy
Robin.Bourgeois@fao.org



Rachid Serraj
Senior Agricultural Research Officer
Independent Science and Partnership Council
Italy
Rachid.Serraj@fao.org

Salima Marzouki
UTAP, Tunisia
utap.tunis@Email.ati.tn

Shimpei Murakami
AFA
Japan
shimpei-m@hotmail.co.jp



**Sébastien
Treyer**
Director of
Programmes
Institut du
développement
durable et

des relations internationales (IDDRI)
France
sebastien.treyer@iddri.org



Shane Alan Renwick
Director, Animal Health Science
Foresight
Canadian Food Inspection Agency
shane.renwick@inspection.gc.ca



Susan Machum
Canada Research
Chair in Rural Social
Justice
St. Thomas
University

Canada
smachum@stu.ca



Sonali Bisht
Founder of INHERE, India
sonalibisht@yahoo.co.in



Thomas Price
Senior Officer-
Agricultural
Innovation and
Society
GFAR, Italy
Thomas.Price@fao.org

[org](mailto:Thomas.Price@fao.org)



Tanja Hichert
Senior Research Associate
Institute for Futures Research,
University of Stellenbosch
South Africa
Tanja@ifr.sun.ac.za



Yudvhir Singh
Bharatiya Kisan
Union (BKU),
India
yudhvhir55@yahoo.com

LES AVENIRS DES PETITS AGRICULTEURS ET DES AGRICULTURES FAMILIALES UNE PROSPECTIVE LOCALE PAR ET POUR LES ORGANISATIONS PAYSANNES

PARTIE I. Document d'appui

Contexte

Un inventaire récent sur l'état actuel de la prospective dans l'agriculture montre qu'il n'y a aucun travail de prospective complet centré sur l'avenir des agriculteurs au niveau mondial. De plus, les Organisations Paysannes (OP) et celles de la Société Civile (OSC) engagées dans l'agriculture et le développement rural, particulièrement au Sud, sont significativement absentes comme acteurs ou commanditaires d'études de prospective. Les résultats de cet inventaire, conduit par le Secrétariat du Forum Mondial de la Recherche Agricole (GFAR) en collaboration avec ILAC et le Bureau du Consortium du CGIAR ont été discutés lors de la deuxième Conférence Mondiale de la Recherche Agricole pour le Développement (GCARD2). Les représentants d'OP, d'ONG et de OSC y ont déclaré leur volonté de s'engager collectivement dans une initiative de prospective locale sur les avenir des agricultures familiales.

Cette déclaration, résultant de la session 3.1 de la GCARD2 sur "l'Amélioration de la prospective par un partenariat équitable" a été incluse dans le rapport plénier final de la GCARD2 comme suit :



Pour donner suite à la GCARD2, le Secrétariat du GFAR a inclus cette initiative dans le Plan à Moyen Terme (PMT) du GFAR. Le PMT est un document de référence engageant les constituants du GFAR dans

des actions collectives conformément à la Feuille de Route de la GCARD1 et aux résultats de la GCARD2. Approuvé lors du 28^{ème} Comité de Pilotage du GFAR en avril 2013 il ouvre la possibilité de mettre en œuvre cette initiative menée et gérée par les OP. Le GFAR offre un appui à cette initiative par l'aide technique d'un expert en prospective du Secrétariat et des ressources supplémentaires.

Une première consultation des membres du groupe à l'origine de cette initiative a confirmé un intérêt commun et une volonté d'avancer. Le but de ce document d'appui est d'aider les OP à définir les modalités d'action collective qu'elles souhaitent mettre en œuvre dans le cadre de cette initiative.

Ce document d'appui inclut les éléments suivants :

- Objectifs et productions attendues
- Principes pour l'action collective
- Méthode
- Gouvernance et tâches
- Financement

Objectifs et résultats attendus

Un premier objectif est de développer une prospective locale conduite et gérée par des OP volontaires pour attirer l'attention et informer la communauté internationale sur la façon dont les OP voient les futurs possibles des petits agriculteurs et des agricultures familiales. Cela apportera une nouvelle dynamique d'échange dans les conversations en cours sur l'avenir de l'agriculture et du développement rural. Les résultats seront un ensemble de scénarios de prospective et leurs implications produits localement, dirigés et gérés par des OP, avec la contribution des autres parties prenantes locales suivant les principes de construction participative de scénarios de prospective.

Un deuxième objectif est l'autonomisation des OP à travers le renforcement de leurs capacités et le plaidoyer des résultats avec la communauté de la recherche, les gouvernements et les bailleurs de fonds, y compris au niveau local. Les produits attendus sont i) des positions collectives prises par les OP, justifiées par un travail profond et significatif sur les principaux enjeux et défis, conduisant à un processus de plaidoyer-action permettant de faire des choix de société pour l'avenir de l'agriculture et des zones rurales à différentes échelles, et ii) des processus locaux menés par les OP locales engageant les acteurs locaux dans la définition des actions souhaitables guidées par une meilleure compréhension des défis et des implications des différentes options de politique locale.

Cette prospective locale contribuera de manière significative au processus de la GCARD3 dont l'objectif est d'aider à une reformulation des actions et du fonctionnement des systèmes de recherche et d'innovation à travers le monde, y compris la prochaine phase du programme de recherche du GCRAI (CRP). Le processus GCARD3 devrait s'achever en Octobre 2015, avec une évaluation multi-acteurs des transformations proposées par les systèmes de recherche et d'innovation agricoles et des politiques connexes au niveau mondial et local. Les résultats consolidés de cette initiative de prospective locale joueront un rôle clé dans ce processus.

Principes de l'action collective

Cette initiative repose sur un processus ascendant engagé par des OP, et soutenu par des ONG et des OSC, conduisant à une révision des questionnement globaux sur l'avenir de l'agriculture, la sécurité alimentaire et le monde rural. Elle est basée sur des principes d'engagement volontaire des OP dans

leurs différentes zones géographiques. Il s'agit donc d'un processus local décentralisé qui nécessitera une coordination ad hoc (voir Gouvernance et définition des tâches).

Méthodes

Afin de remplir ces objectifs, il est proposé d'utiliser une approche d'anticipation basée sur la construction de scénarios qui contribuera également au renforcement des capacités des OP et à l'ouverture de réflexions à l'échelle mondiale fondées sur la propre perception des OP quant aux avenir des agricultures familiales. Il est proposé d'utiliser la construction de scénarios à partir des perceptions des acteurs locaux concernant les tendances, les ruptures et les forces qui affecteront l'avenir des agricultures familiales et des mondes ruraux. Ce qui importe ici, c'est que ce travail sera basé sur des connaissances et l'expérience des acteurs locaux, une grande différence. Un procédé en trois étapes est suggéré comme suit :

1. Le renforcement des capacités propres. Renforcer les capacités locales en matière de prospective locale servira un double objectif pour les OP. Tout d'abord, cela assurera une meilleure répartition des capacités de prospective, de compenser l'actuelle asymétrie dans la distribution des compétences en prospective entre les OP locales, les OSC et les ONG du Sud par rapport à d'autres organisations mondiales ou du Nord. Cela aidera également les OP à devenir plus confiantes pour interagir avec les experts de la prospective à différentes échelles. Le renforcement des capacités propres inclurait donc i) la sensibilisation et la compréhension de ce qu'est la prospective et comment elle peut servir les intérêts des OP et ii) l'acquisition des compétences nécessaires au sein de ces organisations de mener des études de prospective. Ce renforcement des capacités doit être effectué par apprentissage mutuel par la pratique de cette approche entre les animateurs qui appuient cette initiative et les membres des OP, des ONG et des OSC directement impliqués.

Il est proposé de renforcer les capacités de personnes-ressource locales choisies par les OP. Une option est d'organiser des sessions de formation de six jours sur une base géographique, pouvant accueillir 20 participants, pour optimiser l'usage des ressources (coûts de transport, d'organisation).

2. La mise en œuvre locale de la prospective. Les personnes ressources faciliteront la mise en œuvre de la prospective locale par leurs OP sur une période de temps suffisante pour compléter un processus hautement interactif complet de construction de scénarios. La méthode choisie permettra aux membres des OP d'identifier collectivement et de réfléchir aux facteurs de changement qui façonnent les évolutions des agricultures familiales, comment ces forces interagissent de façon systémique, aux tendances associées et aux ruptures potentielles, menant à la construction de scénarios alternatifs et leurs implications pour l'avenir de l'agriculture familiale. Dans le processus, d'autres acteurs locaux seront inclus afin d'assurer une couverture adéquate des questions et une appropriation locale. Le délai pour un tel travail local jusqu'à l'achèvement des scénarios ne devrait pas excéder neuf à douze mois.

Comme il y a très peu d'expériences dans le monde sur des études de prospective contribuant à une réflexion décentralisée allant du local au global, il est suggéré de faciliter ce changement d'échelle en utilisant une méthode commune de construction de scénarios. L'utilisation d'un cadre commun permettra d'identifier les points communs et les différences au niveau local à partir duquel des réflexions plus globales peuvent être construites. La diversité des méthodes utilisées sera moins être la clé de la réussite de cette initiative que la qualité du travail effectué sur le terrain qui assurera la capture

d'une diversité de perceptions. La méthode proposée ici est une approche participative de construction de scénarios semblable à celle qui a été présentée à la GCARD2¹.

3. La consolidation des résultats. Les implications des différents scénarios dans différents contextes sur les questions clés de développement (emploi, bien-être, développement durable des personnes et des ressources, croissance économique, résilience des zones rurales, aménagement du territoire...), sur les nouveaux et principaux défis, sur les options possibles pour les politiques et la recherche feront l'objet d'une réflexion collective menée par les OP. Il est proposé d'organiser un processus ascendant du niveau local au niveau international à travers des réflexions sur les questions communes découlant de l'expérience de terrain mais aussi sur la diversité qui doit être prise en compte par la communauté internationale afin d'aider à façonner un agenda global plus réactif et plus sensible qui pourra s'ajuster à différentes échelles jusqu'à la mise en œuvre locale.

Chaque cas bénéficiera directement aux OP locales en leur fournissant des arguments sérieux pour engager les acteurs locaux dans des futurs plus souhaitables. L'expérience de la prospective locale montre que ce processus conduit à des changements dans les relations entre les parties prenantes ayant au départ des vues différentes. Les perspectives locales permettront aux OP de travailler avec d'autres parties prenantes et notamment les autorités locales à la définition des politiques et des actions locales visant un développement territorial durable.

Gouvernance et définition des tâches

Le principe fondamental convenu est que les OP ou associations d'OP dirigent ce processus et veillent à ce que leurs membres ou des groupes soient bien informés des progrès et en mesure de fournir des commentaires sur les différentes étapes du processus. A cet effet, il est suggéré d'établir deux groupes de travail afin de faire la distinction entre ceux qui seront au cœur de ce travail (OP) et ceux qui en seront les soutiens (OSC, ONG, Secrétariat du GFAR, la plate-forme de prospective du GFAR...).

Le groupe de travail OP comprend les représentants des OP ou associations d'OP à l'origine de l'idée ainsi que les OP volontaires. Ce groupe de travail prend les décisions sur le processus et les activités à mettre en œuvre. Il est proposé que ce groupe opère sur une base géographique, avec pour organes de gestion l'Organisations Panafricaines des Agriculteurs (PAFO) pour l'Afrique, l'Association des Agriculteurs d'Asie (AFA) pour l'Asie-Pacifique, la Confederación de Organizaciones de Productores Familiares del MERCOSUR (COPROFAM) pour l'Amérique Latine et les Caraïbes. La mise en œuvre locale aura lieu dans les endroits choisis par les OP volontaires.

Le groupe de soutien est composé de personnel des ONG/OSC volontaires pour fournir un soutien au groupe de travail OP pour faciliter l'application des processus et activités. Un appui technique sera offert par le Secrétariat du GFAR et les membres volontaires de la plate-forme de prospective du GFAR, une plateforme neutre dans le sens où elle réunit des praticiens de prospective de différentes disciplines, de différents secteurs et de différentes régions du monde.

¹ Voir <http://www.fao.org/docs/eims/upload/305840/Brief%2018.pdf> et <http://www.fao.org/docs/eims/upload/305941/Brief%2039.pdf>

Financement

Le financement de ce processus, dirigé et géré par les OP et soutenu par les OSC/ONG doit être souple pour sa mise en œuvre dans de multiples endroits et de multiples situations. Il repose sur la mobilisation des ressources existantes au sein de programmes existants qui soutiennent actuellement les OP à différentes échelles et pour lesquels l'inclusion d'un élément de prospective mené et géré par des OP apporterait une valeur ajoutée significative. Toutefois, des demandes de financement additionnelles seront nécessaires pour assurer la pleine mise en œuvre d'un nombre suffisant d'initiatives à travers le monde et construire un corps solide de connaissances de terrain qui permettra aux OP de faire entendre leur voix et être prises en considération dans les arènes mondiales. Provisoirement, un objectif de 15 à 20 initiatives de prospective locale est envisagé. Une première estimation du budget correspondant s'élève à 400 000 dollars US (voir annexe 1).

Cette initiative ne peut être exclusivement financée par des bailleurs. Les OP/OSC/ONG volontaires auront à investir une partie de leur ressources propres (principalement des ressources humaines et du temps, mais si possible aussi une réaffectation de fonds propres, en contribution à ce processus).

Prochaines étapes

- Confirmation de l'expression d'intérêt par les organes pressentis pour le groupe de travail OP (AFA, PAFO, COPROFAM); janvier 2014
- Identification préliminaire des OP volontaires et des ONG/OSC de soutien; février-mars 2014
- Accord sur la méthode par OP avec le soutien du Secrétariat du GFAR et FTP ; février-mars 2014
- Approbation de l'appui du GFAR à l'initiative par le Comité de Pilotage du GFAR; (février-mars 2014)
- Identification des personnes-ressource par les OP et OSC/ONG de soutien; Avril 2014
- Identification des ressources et des partenaires de financement avec les OP, les ONG et les OSC et le Secrétariat du GFAR; janvier-avril 2014
- Organisation de la formation des personnes-ressource; mai-juin 2014
- Mise en œuvre de la prospective locale; mai 2014-janvier 2015
- Consolidation avec les parties prenantes; à partir de septembre 2014

Contact: Secrétariat du GFAR, robin.bourgeois@fao.org.

LES AVENIRS DES PETITS AGRICULTEURS ET DES AGRICULTURES FAMILIALES UNE PROSPECTIVE LOCALE PAR ET POUR LES ORGANISATIONS PAYSANNES

PARTIE II. Plan d'investissement

Contexte

L'initiative de prospective locale dirigée et gérée par les organisations paysannes (OP) répond à la demande formulée par les OP et les représentants d'organisations de la société civile (OSC) à GCARD2 pour accroître leur capacité à façonner le futur agenda des systèmes de recherche et d'innovation agricole pour le développement (SRIADs). C'est devenu pour cette raison une composante importante du Plan à Moyen terme du GFAR MTP sous l'Outcome1. Cette initiative doit i) conduire localement à un dialogue et des actions portant sur l'avenir de l'agriculture familiale et l'agriculture locale avec les acteurs locaux, dirigés et gérés par localement par les OP et ii) permettre un dialogue multi-échelle entre les acteurs des SRIADs et les organisations d'agriculteurs et autres parties prenantes. Le but de ces rencontres est de rendre les SRIADs plus réactifs, plus concernés et plus responsables envers les organisations paysannes et leurs membres.

Les scénarios locaux qui seront développés constitueront une source unique de discussion des scénarios globaux au niveau local, en particulier en relation avec le changement climatique et une agriculture ingénieuse face au climat, l'utilisation des TIC, les orientations de la science et des technologies, la transformation de les modes de consommation.

Une description détaillée des actions considérée et leur justification est fournie ci-dessous et dans le document d'appui ci-joint.

Financement, responsabilité et suivi et évaluation

Dans l'hypothèse de 20 initiatives locales, le budget total est estimé à 650 \$ US 000 sur deux ans (2014-2015) avec un budget de 385 000 dollars pour 2014 et 265 000 en 2015 (voir les tableaux d'investissement ci-dessous). Le GFAR mobilise un montant total de 200 000 dollars minimum (30%) répartis sur deux ans à partir de son budget de base comme suit :

Étape 1 . 49 000 dollars pour la formation des animateurs locaux (65%)

Étape 2 . 100 000 dollars pour 20 études de cas prospective (21%)

Étape 3 . 45 000 dollars pour le dialogue de consolidation (100 %)

Divers : 6 000 dollars (75%)

Un financement complémentaire est nécessaire comme suit:

Étape 1. 27 000 dollars pour la formation des animateurs locaux (pour lequel une partie d'un financement IFAD a été acquise en 2014)

Étape 2. 380 000 dollars pour 20 études de cas prospective

Divers : 2 000 dollars (75%)

M & E par le Secrétariat du GFAR pour la reddition de comptes : 40 000 dollars

Remarque : Un soutien post-prospective de 100 000 dollars (non inclus ici) devrait être considéré sous la forme d'une allocation de US 5000 pour chaque organisation paysanne ayant achevé le processus complet pour leur permettre de s'engager dans des actions de suivi à l'échelle locale sur la base des résultats de leur travail de prospective.

Stratégie de mobilisation des ressources

Pour compléter les fonds mobilisés par le GFAR, des ressources supplémentaires seront demandées à différents bailleurs de fonds. Le Secrétariat du GFAR travaillera activement avec les organisations paysannes partenaires pour assurer les ressources nécessaires à la mise en œuvre des initiatives locales dans chaque lieu, en approchant des bailleurs locaux ayant en cours des programmes liés à l'agriculture et au développement rural, desquels des petits montants (25 000 \$ US) pourraient être attribués à chaque initiative.

Le Secrétariat du GFAR assurera la gestion et mettra en œuvre un suivi/évaluation comme suit:

- Préparation et suivi des LoA avec les organisations paysannes partenaires.
- Chaque LoA comprendra des activités et les résultats détaillés ainsi que l'origine des financements et les rapports.
- Les organisations partenaires seront pleinement responsables de la mise en œuvre de leurs activités de prospective avec l'appui technique du Secrétariat du GFAR sur le contenu et le processus.

Détail des investissements

Investissement Total en US \$ (2014-2015)

Etape 1. Formation locale de personnes ressources			
Item	Coût unit.	Qtité	Total
<i>Atelier de formation de six jours (Asia + LAC + Africa x2)</i>	19000	4	76000
Etape 2. Mise en œuvre locale			
<i>Prospective locale dirigée et gérée par les OP</i>	24 000	20	480 000
Etape 3. Dialogue pour la consolidation			
<i>Atelier de travail de trios jours</i>	45000	1	45 000
Total coûts opérationnels			601 000
<i>Frais divers</i>	8 000	1	9 000
<i>Suivi et évaluation par le Secrétariat du GFAR</i>	40 000	1	40 000
Grand total			650 000

Détail des Investissements pour 2014

Etape 1. Formation locale de personnes ressources (4 atelier de six jours)			
Item	Coût unit.	Qtité	Total
Déplacements des participants par atelier	800	10	8 000
Coût journalier des participants par atelier	140	70	9 800
Facilités de réunion par atelier	150	8	1 200
Total for 4 workshops	19 000	4	76 000
Etape 2. Mise en œuvre locale (20 initiatives)			
Atelier 1 de 3 jours (identification variables) par initiative	4 000	1	4 000
Atelier 2 de 3 jours (analyse variables) par initiative	4 000	1	4 000
Atelier 3 de 3 jours (identification scénarios) par initiative	4 000	1	4 000
Honoraires des facilitateurs	1 000	2	2 000
Total for 20 initiatives	14 000	20	280 000
Total investissement opérationnel 2014			356 000
<i>Frais divers</i>	5 000	1	5 000
<i>Suivi et évaluation par le Secrétariat du GFAR</i>	24 000	1	24 000
Grand total 2014			385000

Détail des Investissements pour 2015

Etape 2. Mise en œuvre locale (20 initiatives)			
Item	Coût unit.	Qtité	Total
Atelier 4 de 3 jours (développement scenario) per initiative	4 000	1	4 000
Atelier 5 de 3 jours (consolidation/implication) per initiative	4 000	1	4 000
Honoraires des facilitateurs	1 000	2	2 000
Total for 20 initiatives	10 000	20	200 000
Etape 3. Dialogue pour la consolidation (atelier de 3 jours)			
Déplacements des participants	1 500	20	30 000
Coût journalier des participants	200	60	12 000
Facilités de réunion	1 000	3	3 000
Total			45 000
Total investissement opérationnel 2015			245 000
<i>Frais divers</i>	4 000	1	4 000
<i>Suivi et évaluation par le Secrétariat du GFAR</i>	16 000	1	16 000
Grand total 2015			265 000

Sources de financement attendues US\$

GFAR	200 000
IFAD	60 000
Financement local	up to 500 000 (20 donateurs x 25 000)